

Consultation publique de l'Arcep
« Décision fixant le taux de rémunération du capital employé pour la comptabilisation des coûts et le contrôle tarifaire des activités fixes régulées à compter de l'année 2026 »

Réponse de l'Avicca et de la FNCCR
(juillet 2025)

L'équilibre économique des RIP de deuxième génération (FttH) est un sujet suffisamment délicat pour s'assurer qu'aucune décision de régulation n'ait d'effets de bord qui aggravent une situation déjà critique pour certains territoires et leurs délégataires. Et ces effets de bords ne doivent pas se mesurer uniquement à l'aune de la période actuelle, mais des éventuelles conséquences de ces mêmes décisions sur le plus long terme, et notamment la compétitivité des candidats opérateurs d'infrastructures (hors ORANGE) aux futures procédures de renouvellement de DSP.

Il en va ainsi de la consultation de l'Arcep fixant le taux de rémunération du capital employé pour la comptabilisation des coûts et le contrôle tarifaire des activités fixes régulées à compter de l'année 2026. Les associations d'élus comprennent que l'Arcep calcule le WACC de référence en considération de la situation spécifique d'Orange, mais que ce calcul s'appliquerait pour toute la régulation symétrique. Ce qui pose clairement plusieurs problèmes que l'on peut résumer de la manière suivante.

Le projet de décision pourrait en effet, telle que rédigé, laisser entendre que le WACC serait le même pour une entreprise cotée en bourse et partiellement détenue par l'État, avec celui d'une société plus petite, non cotée (voire familiale). Orange bénéficie de facto d'une prime de risque plus faible grâce à la garantie implicite de l'État, une gouvernance plus structurée, une transparence financière accrue et un accès facilité aux marchés de capitaux. Cela permet à Orange de lever des fonds à des taux plus bas et d'émettre des obligations à long terme.

Les concurrents d'Orange à date sont tous non cotés, ce qui peut être perçu comme plus risqué en raison d'une moindre transparence financière, d'une gouvernance concentrée, d'une diversification limitée des activités et de sources de financement restreintes, d'où un coût du capital plus élevé.

L'application d'un taux de rémunération uniforme par l'Arcep à des acteurs aussi différents qu'Orange serait économiquement et juridiquement injustifiée. Cela aggraverait les déséquilibres (à l'exception de la filiale d'Orange, Orange Concessions), fragiliserait cet écosystème et pourrait décourager l'investissement dans le renouvellement des procédures, laissant le champ plus libre à Orange.

Enfin, on rappellera que les tarifs des RIP sont fixés par les autorités délégantes et non par l'Arcep, même si l'Autorité peut les réguler. Toute modification non compensée de ces tarifs pourrait mettre en péril la soutenabilité économique des RIP FttH. Aussi, les deux associations d'élus signataires de cette réponse s'opposent à ce que le calcul du WACC soit le même pour tous les acteurs.